

7 mars 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'appui apporté par la France et les autres pays de l'Union européenne à la Grèce face aux spéculations financières, à Paris le 7 mars 2010.

Mesdames et Messieurs,

Nous venons d'avoir avec le Premier ministre grec une discussion très approfondie et très positive. J'avais eu aujourd'hui même une conversation téléphonique longue avec la chancelière Merkel. Je veux saluer le courage de M. Papandréou. C'est un homme courageux qui a pris avec détermination les mesures qui s'imposent pour permettre l'assainissement des finances publiques grecques, comme il s'y était engagé le 11 février.

La Grèce agit avec résolution et détermination, en conséquence de quoi la Grèce peut compter sur le plein soutien de la France. La France est aux côtés de la Grèce de la façon la plus résolue. Le 11 février, au Conseil européen, nous avons dit deux choses. Premièrement que la Grèce devait tout faire pour tenir l'objectif ambitieux de réduire son déficit budgétaire de 4 % en 2010, y compris en prenant des mesures supplémentaires. C'est ce que la Grèce a fait. La Grèce a fait ce que l'Europe lui a demandé. Et nous avons dit une deuxième chose, que les Etats membres de la zone euro prendraient des mesures déterminées et coordonnées si cela s'avérait nécessaire. Le gouvernement grec a donc pris les mesures qu'on attendait de lui. Les Etats de la zone euro doivent désormais être prêts à prendre les leurs. La France, en étroite liaison avec ses partenaires fera donc le nécessaire.

Aujourd'hui, la Grèce n'a pas besoin d'un financement spécifique, M. Papandréou nous l'a confirmé. La Grèce a montré qu'elle était capable de retrouver sa crédibilité par ses seuls efforts. Mais je veux être très clair, si cela était nécessaire, les Etats de la zone euro rempliraient leurs engagements. Il ne peut y avoir aucun doute à cet égard. L'euro est notre monnaie. L'euro implique la solidarité. Il ne peut pas y avoir de doute sur l'expression de cette solidarité.

Je voudrais d'ailleurs dire que dans cette affaire, c'est bien sûr l'avenir de la Grèce qui est en cause, mais c'est aussi celui de l'Europe qui se joue. Les Européens ont construit ensemble une monnaie unique. Tous les Etats qui partagent cette monnaie doivent être solidaires. C'est un engagement politique. C'est une obligation morale. Mais c'est également une réalité économique. J'attire d'ailleurs votre attention sur le fait que la Grèce, l'Allemagne et la France, nous prendrons une initiative concertée pour lutter contre la spéculation. La France est donc déterminée à tout faire pour que la Grèce et l'Europe sortent de cette crise plus forts et plus unis.

Le 11 février nous avons décidé de nous donner les moyens en faisant du Conseil européen le gouvernement économique de l'Europe. Les engagements que nous avons pris seront donc tenus. Je remercie Christine Lagarde et Bernard Kouchner d'avoir participé, au même titre que les ministres grecs, à cette discussion.

Q - Monsieur Sarkozy, pouvez-vous garantir qu'en aucun cas les pays européens ne laisseront la Grèce faire appel au FMI ?

R - Je prends mes responsabilités. Nous avons créé l'euro, une monnaie unique, un progrès considérable qui nous a, par parenthèse, permis de traverser la crise financière sans avoir à gérer des problèmes de dévaluation entre nos pays. Cette solidarité de la monnaie, ce marché commun

économique et cette solidarité de la monnaie se fondent sur une solidarité. Un pays membre de la zone euro doit d'abord compter sur les autres pays de la zone euro, sinon à quoi cela sert d'avoir une monnaie unique ? Lorsque j'exerçais la Présidence de l'Union européenne, j'ai eu à négocier avec le FMI 25 milliards de dollars d'aide pour la Hongrie, membre de l'Union européenne, mais pas membre de l'euro. La logique, c'est donc qu'un pays membre de l'euro attaqué, comme se trouve être aujourd'hui la Grèce par la spéculation, doit d'abord compter sur la solidarité des autres membres de la zone euro ou alors, pourquoi avons-nous fait une monnaie unique ?

Ma position est donc très claire, je l'ai dit à Georges et je l'ai dit d'ailleurs à chacun autour de la table en Europe, c'est la zone euro qui doit se porter au côté d'un de ses membres attaqués. Aujourd'hui la Grèce, demain cela peut être autre chose. Si à la première crise, on n'agit pas comme cela, quel message envoyons-nous ? Je voudrais d'ailleurs dire que ma position, me semble-t-il, est partagée par le gouverneur de la Banque centrale européenne, M. Trichet, avec qui j'en ai parlé à de nombreuses reprises et qu'elle est partagée par le président de la Commission et que je crois pouvoir dire, même si je ne suis pas son porte-parole, qu'elle est partagée par la présidence stable du Conseil européen, M. Van Rompuy, la Belgique étant également membre de l'euro. C'est donc très clair. Que le FMI nous aide techniquement, on peut en discuter, mais l'appartenance à l'euro, en tout cas moi je me battrais pour défendre l'euro, la solidarité à l'intérieur de la zone euro et la signification de cette monnaie unique.

Voilà, ce n'est pas du tout une défiance à l'endroit de qui que ce soit, certainement pas des Etats-Unis, vous connaissez mon attachement à l'alliance avec les Etats-Unis, certainement pas du FMI avec qui nous travaillons très bien. C'est une question de logique, de cohérence. Voilà, après on peut imaginer tout un tas de formule, mais c'est d'abord cela, la logique et la cohérence de la zone euro. C'est pour cela que la France est aux côtés de la Grèce, pas simplement parce que c'est la Grèce, parce que c'est un membre de la zone euro et que nous avons une monnaie en commun. Les spéculateurs et les marchés doivent savoir que la solidarité, cela veut dire quelque chose et quand il y a un problème on est là. C'est cela l'Europe. Je me suis battu toute ma vie pour une Europe politique qui compte, un gouvernement économique de l'Europe, une monnaie unique. Cela a des conséquences. Voilà, je le dis d'ailleurs, plus tôt on dit cela, plus fermement on dit cela et plus rapidement on règle les problèmes. Je crois avoir été sans ambiguïté. C'est mon point de vue.

Q - J'adresse ma question aux deux présidents. Monsieur le Président, la crise économique, le problème économique n'est que la partie émergée de l'iceberg. Je crois que d'autres pays du sud de l'Europe ont des problèmes similaires. Mais aujourd'hui, elles empruntent à des taux beaucoup moins importants que la Grèce. Vous avez tous les deux dit aujourd'hui que les moyens dont dispose l'Europe ne protègent pas aujourd'hui les économies européennes. Donc le gouvernement économique que vous proposez et également cette initiative commune contre la spéculation pourrait-elle soutenir et protéger les économies européennes contre ces attaques spéculatives ?

R - Madame, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la spéculation qui se joue contre la Grèce pour faire monter artificiellement le loyer de l'argent dont la Grèce a besoin, ce problème pourrait arriver dans beaucoup de pays si nous n'imaginons pas une réponse collective. Il existe des moyens concrets, précis, sur lesquels nous n'avons pas à communiquer ce soir, certainement pas, mais qui permettront de démontrer le moment venu que la Grèce n'est pas simplement soutenue politiquement, qu'elle est soutenue dans tous les aspects de ses demandes éventuelles. Christine Lagarde, en accord avec ses collègues de la zone euro et de l'Europe, en accord avec le Gouverneur de la Banque Centrale et le président de la Commission, est en train de travailler sur un certain nombre de mesures précises. Si la Grèce a besoin, nous serons là.

Ce que je veux dire aux Français, c'est que cette monnaie commune, cette monnaie unique, cette monnaie qui est la nôtre, dans cet espace économique commun, c'est dans notre intérêt à tous d'y ramener de la stabilité. Ce n'est pas simplement l'intérêt de nos amis grecs. La solidarité, cela a un sens. Cela veut dire quand les autres ont un problème, ce problème peut arriver chez

d'autres encore. C'est le rôle de la France de dire cela et de prévoir cela. Nous travaillons avec nos amis grecs, mais nous ne travaillons pas qu'avec eux. Nous travaillons avec la Banque centrale européenne et avec d'autres pays en Europe pour établir ces réponses. C'est très simple, il faut le comprendre. La Grèce aujourd'hui, quand elle lève de l'argent, lève de l'argent à 6,5 %, d'autres pays, comme l'Allemagne et la France lèveront de l'argent à 3 %. D'où notre intérêt de ramener les choses calmement et ne pas laisser la dérégulation et la spéculation ajouter une crise financière à une crise économique qui a été déjà créée par des comportements insensés d'un certain nombre d'autres banques de l'autre côté de l'Atlantique. Voilà, le monde et notamment l'Europe ont besoin de stabilité et de solidarité pour qu'on retrouve la croissance, pour qu'on crée des emplois et pour qu'on revienne à une économie qui permettra un avenir meilleur à l'ensemble des Européens. Tout ceci est très concret, très précis. Et nous travaillons d'arrache-pied sur l'ensemble de ces questions.

Q - Dans l'hypothèse où un pas supplémentaire pour aider la Grèce serait nécessaire, la garantie de la dette grecque par les autres membres de la zone euro serait-elle une hypothèse privilégiée. Je crois que le Premier ministre belge, M. Leterme, s'est même prononcé pour la création d'un mécanisme pérenne, d'une agence européenne de la dette. Cela vous semblerait-il une bonne idée ? Et concrètement, pour lutter contre la spéculation, ce sont des réglementations supplémentaires, des taxes, comment s'y prend-on ?

R - Ne m'en veuillez pas, mais nous ne souhaitons pas rentrer dans le détail de toutes ces mesures que nous sommes en train de préparer. Vous comprenez bien, vous avez l'expérience, vous-même les journalistes, que face à des mouvements spéculatifs, nous n'avons aucun intérêt à expliquer ce que nous ferons au cas où. Ce que vous devez comprendre, c'est que nous avons des mesures. Que nous sommes prêts et que nous sommes déterminés. Voilà, c'est cela, le message que nous souhaitons faire passer.

Je voudrais d'ailleurs dire une autre chose, j'ai veillé également à maintenir un contact très précis, comme le Premier ministre Papandréou, avec Mme Merkel qui a, elle-même, ses propres problèmes juridiques. Je sais ce que M. Papandréou lui a dit. Je sais ce qu'elle lui a répondu. M. Papandréou sait ce que nous avons dit, Mme Merkel et moi, pendant une très longue conversation téléphonique, car il est très important de maintenir la confiance entre nous et que chacun sache, minute par minute, où nous en sommes. Parce que c'est très important, en tenant compte bien sûr des différences de chaque pays. Mme Merkel est tout à fait solidaire des décisions qui ont été prises le 11 février où elle a annoncé sa solidarité. Elle l'a répété d'ailleurs avec le Premier ministre grec. Et si cela s'avérait nécessaire, elle l'a dit elle-même, sa disponibilité à faire davantage.

Donc, il faut bien que vous compreniez que face à cette situation difficile, les principaux acteurs sur la scène européenne, nous sommes décidés à faire ce qu'il faut pour que la Grèce ne soit pas isolée. Le message doit être compris. C'est extrêmement important.

Q - Je voudrais poser une question au président Sarkozy et une autre à Monsieur Papandréou. Vous aviez dit, devant Mme Merkel, que tous les pays ont les mêmes droits, mais pas les mêmes devoirs. Pensez-vous qu'aujourd'hui, de grands pays comme la France et l'Allemagne font face à leurs obligations et ne laissent pas aujourd'hui la Grèce seule et isolée. J'ai entendu de la part de certains que la Grèce pourrait éventuellement vendre certaines îles pour arriver à faire face à sa dette. Vous, la France, pourriez-vous vendre une région française comme l'Alsace pour faire face à vos dettes ?

R - Trois brèves remarques. La première, c'est que les efforts importants qui sont demandés par le gouvernement grec au peuple grec ne sont pas faits pour rémunérer la spéculation. Je comprends parfaitement la position du Premier ministre Papandréou. Ces efforts sont faits pour que la Grèce revienne dans les exigences, qui s'imposent à chacun d'entre nous, du pacte de stabilité, du fait de notre monnaie commune, unique. Et donc, ce qu'a expliqué Georges est parfaitement judicieux. A chaque fois on va leur demander des efforts supplémentaires et à chaque fois ils seront annihilés parce que le coût de l'argent sera tellement important que les économies supplémentaires serviront à rémunérer les spéculateurs. Franchement, ce n'est pas ce qu'on veut. C'est pour cela que la France s'engage aux côtés de la Grèce, et que nous avons des

qu'on veut. C'est pour cela que la France s'engage aux côtés de la Grèce, et que nous avons des mesures précises pour répondre à cela.

Deuxièmement, la France fait-elle face à ses obligations ? Cela fait deux fois en quinze jours que j'ai le plaisir d'avoir des réunions de travail avec le Premier ministre grec, les ministres français, les ministres grecs, je ne vois pas trop ce que nous pourrions faire de plus. Permettez-moi de vous dire que c'est très sincère, l'engagement du peuple français aux côtés du peuple grec. Ne vous trompez pas. Mais je veux avoir l'honnêteté de vous dire aussi, comme je l'ai dit au Premier ministre, que si cela avait été un autre pays de la zone euro, la réaction de la France aurait été la même. Parce qu'il faut savoir, on croit à l'euro ou on ne croit pas à l'euro. En plus, c'est la Grèce avec qui nous lient tant de liens, tant d'intérêts, dans d'histoires partagées. Le peuple français est donc solidaire du peuple grec.

Enfin troisième point, vous savez, dans toutes les situations difficiles, il y a toujours des gens qui font des déclarations provocatrices. Le mieux que l'on puisse faire, c'est de les ignorer et de leur donner le peu d'importance qu'elles ont. Voilà, c'est mon conseil et n'assimilez pas à cette déclaration à la position de l'Allemagne. Je crois à la solidarité européenne de l'Allemagne et je crois à l'engagement européen de Mme Merkel. Alors on a des organisations qui ne sont pas les mêmes, on a des problèmes qui ne sont pas les mêmes, mais croyez bien, nous avons les nôtres. Mais à l'arrivée, je crois à cela. En tout cas, les deux premiers pays de l'Europe doivent faire face à leurs obligations européennes, et parmi ces obligations, il y a la solidarité.

Je vous remercie.